

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - A FIN SEPTEMBRE 2024 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances au cours des trois premiers trimestres de l'année 2024 s'est déroulée dans un contexte marqué par une décélération notable de l'inflation qui est revenue à +1,1% en moyenne à fin août 2024 contre +7,1% au cours de la même période de l'année précédente. En outre, et en dépit d'une saison agricole défavorable pour la 3^{ème} année consécutive, l'économie nationale continue à faire preuve de résilience, soutenue notamment par la demande intérieure, l'affermissement de l'activité du secteur secondaire et la poursuite du dynamisme du secteur des services.

Dans ces conditions, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un déficit budgétaire de 35,5 MM.DH, contre 32,5 MM.DH un an auparavant. Cette évolution reflète une progression des dépenses (+31,5 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+28,4 MM.DH), en relation notamment avec l'appui apporté aux populations ciblées dans le cadre du programme de la protection sociale et du fonds de gestion des effets du séisme d'Al-Haouz.

RECETTES

Bon comportement des recettes fiscales ...

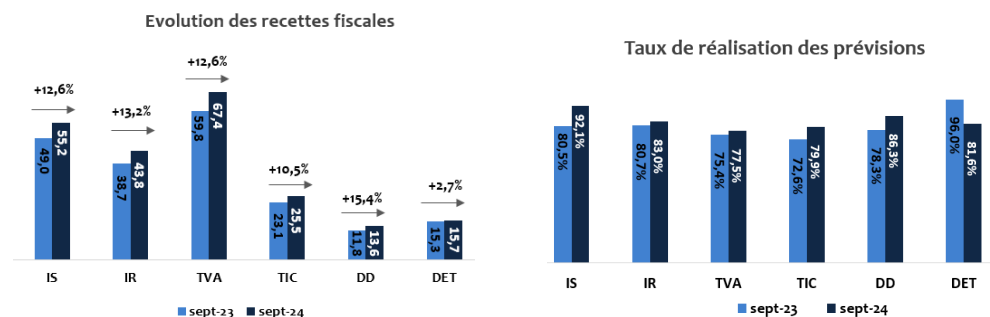
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 77,1% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF) et une hausse de 28,4 MM.DH (+12,2%) comparativement à fin septembre 2023.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 82,8% et une progression soutenue de +23,9 MM.DH (+11,9%). Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont chiffrés à 13,6 MM.DH contre 9,7 MM.DH à fin septembre 2023.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- **IS** : taux de réalisation de 92,1% et progression de 6,2 MM.DH (+12,6%), due principalement à l'amélioration des recettes au titre des trois premiers acomptes (+3 MM.DH) et du complément de régularisation (+2,3 MM.DH), ainsi que de l'IS retenu à la source sur les produits de placements à revenu fixe et sur les rémunérations allouées à des tiers (+0,9 MM.DH) ;

- **IR** : taux de réalisation de 83% et hausse de 5,1 MM.DH (+13,2%), reflétant essentiellement une amélioration des recettes générées par l'IR sur les salaires (+1,7 MM.DH) et sur les profits fonciers (+0,5 MM.DH), ainsi que l'IR retenu à la source sur les produits de placements à revenu fixe et sur les profits de cession de valeurs mobilières (+0,7 MM.DH) ;
- **TVA** : taux de réalisation de 77,5%. Ces recettes ont progressé de 7,6 MM.DH, grâce au produit aussi bien de la TVA à l'importation (+4,2 MM.DH ou +10,9%, en lien avec la progression des importations) que de la TVA à l'intérieur (+3,3 MM.DH ou +15,9%, traduisant à la fois la reprise de la consommation et l'impact des mesures introduites par la LF 2024) ;
- **Taxes intérieures de consommation** : taux de réalisation de 79,9% et hausse de 2,4 MM.DH (+10,5%), attribuable principalement à une amélioration des TIC sur les produits énergétiques (+1,2 MM.DH ou +10%), sur les tabacs (+0,6 MM.DH ou +6,9%) et sur les autres produits (+0,6 MM.DH ou +28,9%) ;
- **Droits de douane** : taux de réalisation de 86,3% et hausse de 1,8 MM.DH (+15,4%) ;
- **Droits d'enregistrement et de timbre** : taux de réalisation de 81,6% et progression de 420 M.DH (+2,7%), reflétant la hausse des droits d'enregistrement (+224 M.DH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+137 M.DH) et de la TSAV (+79 M.DH).



... et des recettes en provenance des EEP

Les recettes non fiscales se sont, pour leur part, établies à 34,1 MM.DH contre 30,3 MM.DH à fin septembre 2023. Ces recettes comprennent :

- 12,1 MM.DH en provenance des établissements et entreprises publics (EEP), dont 5,8 MM.DH versés par l'OCP, 2,7 MM.DH par Bank Al-Maghrib, 2 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 690 M.DH par Ittissalat Al-Maghrib ;
- 11 MM.DH au titre des mécanismes de financements innovants ; et
- 1,7 MM.DH au titre des produits de cession de participations de l'État.

DEPENSES

Augmentation des dépenses ordinaires...

Les dépenses ordinaires ont atteint un montant de 230,6 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 75,1% et une hausse de 13,4 MM.DH par rapport à fin septembre 2023. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des dépenses au titre des biens et services de 14,3 MM.DH et, dans une moindre mesure, à la hausse des intérêts de la dette de 1,8 MM.DH. Les charges de la compensation ont, pour leur part, accusé une baisse de 2,6 MM.DH.

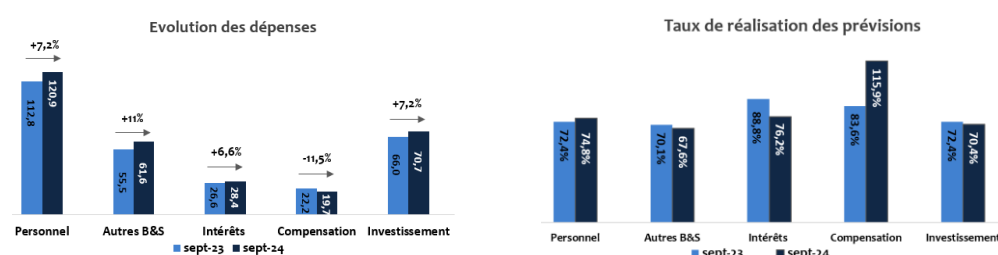
L'exécution des dépenses des biens et services est marquée par un taux de réalisation de 74,8% pour les dépenses de personnel et 67,6% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services », en augmentation de 8,1 MM.DH et 6,1 MM.DH, respectivement par rapport à fin septembre 2023.

Les intérêts de la dette ont, pour leur part, affiché un taux de réalisation de 76,2%. Leur évolution recouvre une hausse des intérêts de la dette extérieure (+2,2 MM.DH) compensée par une baisse de ceux de la dette intérieure (-0,4 MM.DH).

Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de 115,9%. Elles ont affiché, par rapport à fin septembre 2023, un recul de 2,6 MM.DH provenant du gaz butane (11,4 MM.DH, en baisse de 1,2 MM.DH), de la farine nationale de blé tendre (1,7 MM.DH, en repli de 1,6 MM.DH), tandis que la charge au titre du sucre a augmenté de 0,3 MM.DH pour ressortir à 4,9 MM.DH. Les subventions accordées aux professionnels du secteur du transport routier se sont élevées à 1,6 MM.DH, soit le même niveau enregistré à la même période de l'année précédente. À noter qu'une décompensation partielle du gaz butane a été opérée à partir du 20 mai 2024 et a porté sur une réduction de 2,5 DH pour la bonbonne de 3 kg et 10 DH pour celle de 12 kg.

Ces évolutions des recettes et des dépenses se sont traduites par un solde ordinaire excédentaire de 31,3 MM.DH contre 16,3 MM.DH un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 70,7 MM.DH, en hausse de 4,8 MM.DH par rapport à fin septembre 2023. Comparativement aux prévisions de la LF 2024, leur taux de réalisation s'est élevé à 70,4%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de +3,9 MM.DH, contre +17,1 MM.DH à fin septembre 2023, qui résulte principalement de l'évolution du solde du fonds de gestion du séisme d'Al-Haouz (-4,3 MM.DH contre +10,2 MM.DH à fin septembre 2023).

FINANCEMENT

Des financements mobilisés principalement sur le marché domestique

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 0,5 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de 36,1 MM.DH contre 45,9 MM.DH un an auparavant.

Les mobilisations nettes se sont élevées à 57,5 MM.DH sur le marché domestique et 5,9 MM.DH au titre des emprunts extérieurs.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 163,3 MM.DH et des remboursements en principal pour 105,8 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de 24,5 MM.DH et des amortissements de 18,7 MM.DH.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	En M.DH					
	Sept	Loi de finances	Sept	Août 2024 / Août 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	233 461	339 499	261 858	12,2%	28 397	77,1%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	233 461	334 499	260 158	11,4%	26 697	77,8%
Recettes fiscales	200 184	270 797	224 088	11,9%	23 904	82,8%
- Impôts directs	90 195	116 942	101 902	13,0%	11 707	87,1%
- Impôts indirects	82 918	118 851	92 889	12,0%	9 971	78,2%
- Droits de douane	11 762	15 728	13 568	15,4%	1 806	86,3%
- Enregistrement et timbre	15 309	19 276	15 729	2,7%	420	81,6%
Recettes non fiscales	30 276	65 253	34 136	12,7%	3 860	52,3%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	10 363	19 480	12 065	16,4%	1 702	61,9%
- Autres recettes	19 913	40 773	20 371	2,3%	458	50,0%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	1 700	-	1 700	34,0%
Recettes de certains CST	3 000	3 450	3 634	21,1%	634	105,3%
- Fonds de soutien des prix	302	600	341	12,9%	39	56,8%
- Fonds spécial routier	2 698	2 850	3 293	22,1%	595	115,5%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	265 936	401 462	297 391	11,8%	31 456	74,1%
DEPENSES ORDINAIRES	217 115	307 031	230 562	6,2%	13 447	75,1%
Biens et services	168 299	252 845	182 551	8,5%	14 252	72,2%
Personnel	112 800	161 623	120 930	7,2%	8 130	74,8%
Autres biens et services	55 499	91 221	61 621	11,0%	6 122	67,6%
Dettes publiques (1)	26 605	37 229	28 356	6,6%	1 751	76,2%
Intérieure	20 706	26 975	20 298	-2,0%	-408	75,2%
Extérieure	5 899	10 254	8 058	36,6%	2 159	78,6%
Compensation (2)	22 211	16 957	19 655	-11,5%	-2 556	115,9%
SOLDE ORDINAIRE	16 345	32 469	31 296	91,5%	14 951	96,4%
INVESTISSEMENT	65 963	100 431	70 736	7,2%	4 773	70,4%
dont Fonds spécial routier	2 191	2 850	1 716			60,2%
SOLDE DES CST	17 143	6 000	3 906	-77,2%	-13 236	65,1%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-32 475	-61 962	-35 533	9,4%	-3 058	57,3%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-13 399		-525		12 875	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-45 874	-61 962	-36 058	-21,4%	9 816	58,2%
FINANCEMENT INTERIEUR	14 171	10 831	30 180		16 009	278,6%
Endettement intérieur	39 947		57 518		17 571	
Autres opérations	-25 776		-27 338		-1 562	
FINANCEMENT EXTERIEUR	31 703	51 131	5 878		-25 825	11,5%
Tirages	39 261	70 000	24 530		-14 731	35,0%
Amortissements	-7 557	-18 869	-18 652		-11 095	98,9%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Septembre	Loi de finances	Septembre	Septembre 2024 / Septembre 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	200 184	270 797	224 088	11,9%	23 904	82,8%
Impôts directs	90 195	116 942	101 902	13,0%	11 707	87,1%
Impôt sur les sociétés (I.S)	49 015	59 918	55 170	12,6%	6 155	92,1%
Impôt sur le revenu (I.R)	38 680	52 739	43 773	13,2%	5 093	83,0%
Autres impôts directs	2 500	4 286	2 959	18,4%	459	69,0%
Impôts indirects	82 918	118 851	92 889	12,0%	9 971	78,2%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	59 828	86 911	67 380	12,6%	7 551	77,5%
(Intérieure)	20 885	29 403	24 196	15,9%	3 311	82,3%
(Importation)	38 943	57 508	43 184	10,9%	4 240	75,1%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	23 090	31 940	25 510	10,5%	2 419	79,9%
(Tabacs)	8 918	12 500	9 535	6,9%	617	76,3%
(Produits énergétiques)	12 163	16 640	13 384	10,0%	1 221	80,4%
(Autres)	2 009	2 800	2 590	28,9%	581	92,5%
Droits de douane (D.D)	11 762	15 728	13 568	15,4%	1 806	86,3%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	15 309	19 276	15 729	2,7%	420	81,6%
RECETTES NON FISCALES	30 276	65 253	34 136	12,7%	3 860	52,3%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	10 363	19 480	12 065	16,4%	1 702	61,9%
- Autres recettes	19 913	40 773	20 371	2,3%	458	50,0%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	1 700	-	1 700	34,0%
Recettes de certains CST	3 000	3 450	3 634	21,1%	634	105,3%
Fonds de soutien des prix	302	600	341	12,9%	39	56,8%
Fonds spécial routier	2 698	2 850	3 293	22,1%	595	115,5%
RECETTES ORDINAIRES	233 461	339 499	261 858	12,2%	28 397	77,1%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	233 461	334 499	260 158	11,4%	26 697	77,8%